

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

dossier n°164

DREAL GRAND EST/UD68

Ref UD-DREAL : 0006700656_2026_01_27_Velcorex_VISuiEch

Colmar, le

Rec+Ar

Madame la présidente,

Le service des installations classées m'a rendu compte de l'inspection du 27 janvier 2026, dont il vous a communiqué une copie du rapport de visite. Celle-ci s'est inscrite dans le cadre de la vérification de la mise en conformité de vos installations à la suite des arrêtés du 28 avril 2025 (mise en demeure sur le contrôle de vos rejets atmosphériques), du 16 janvier 2025 (mise en demeure relative à vos installations électriques) et du 31 mars 2022 (mise en demeure relative à votre réseau d'extinction automatique).

Les constats effectués lors de ce contrôle ont mis en évidence les éléments suivants :

- les prescriptions portées par l'arrêté du 28 avril 2025 sont désormais respectées ;
- les prescriptions portées par l'arrêté du 31 mars 2022 nécessitent la transmission de l'attestation de mise en service pour que l'arrêté prescrivant une astreinte puisse être liquidé et l'arrêté portant mise en demeure sur lequel il s'appuie soit respecté ;
- des justificatifs doivent être apportés quant aux caractéristiques des chaudières installées.

Madame la présidente
VELCOREX
14, Rue du Commandant Marceau
68550 SAINT-AMARIN

Les constats mettent également en évidence le non-respect de l'article 1^{er} de l'arrêté du 16 janvier 2025 portant mise en demeure, sur le maintien en bon état des installations électriques pour lequel vous trouverez, ci-joint, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement un projet d'arrêté vous imposant une astreinte de cinquante euros par jour jusqu'à remise en conformité, assorti d'un sursis à exécution de quatre mois, compte-tenu des actions en cours et engagées.

Un délai de 21 jours, à compter de la réception de la présente, vous est accordé pour faire valoir vos observations écrites sur ces projets d'arrêté. Vous pouvez, le cas échéant, vous faire assister par un conseil ou être représenté par un mandataire de votre choix. Sans observations de votre part, je prendrai les mesures prévues à l'issue de ce délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, madame la présidente l'expression de ma considération distinguée.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Augustin CELLARD